

### Approvisionnement d'énergie—Loi

**M. Stanfield:** Monsieur l'Orateur, si nous devons voter, nous sommes tellement magnanimes que nous ne voudrions pas obliger le leader de la Chambre à annuler ses engagements. De toute façon en ce qui me concerne, je ne suis pas en faveur d'un vote à l'égard de la résolution et je n'ai pas l'intention de soulever d'objections. J'ai présenté mes arguments et tout cela repose entre les mains de l'Orateur.

**M. l'Orateur:** La parole est au député d'Assiniboia (M. Knight).

**M. Knight:** Monsieur l'Orateur, je crois que mon ami le député de Calgary-Sud (M. Bawden) a la parole. Si vous voulez bien me la laisser lorsqu'il aura fini, je suis prêt à le laisser terminer son discours.

**M. l'Orateur:** Je crois que le député de Calgary-Sud (M. Bawden) avait la parole lorsque nous avons ajourné.

\* \* \*

### LA LOI D'URGENCE SUR LES APPROVISIONNEMENTS D'ÉNERGIE

#### MESURE PRÉVOYANT LA CRÉATION D'UN OFFICE DE RÉPARTITION DES APPROVISIONNEMENTS ET LE RATIONNEMENT DES PRODUITS CONTRÔLÉS

La Chambre reprend l'étude, interrompue le mercredi 12 décembre, de la motion de M. Macdonald (Rosedale): Que le bill C-236, tendant à prévoir un moyen de préserver les approvisionnements de produits pétroliers au Canada durant les périodes d'urgence nationale résultant de pénuries ou de perturbations du marché qui portent atteinte à la sécurité et au bien-être des Canadiens et à la stabilité économique du Canada, et à modifier la loi sur l'Office national de l'énergie, soit lu pour la 2<sup>e</sup> fois et renvoyé au comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

**M. Peter C. Bawden (Calgary-Sud):** Monsieur l'Orateur, reprenant mon discours d'hier soir, je dirais que vu la situation énergétique dans le monde, l'énergie est la question vitale de nos jours. Les gouvernements et le public en discutent dans presque tous les pays du monde. De fait, les approvisionnements sont devenus l'un des soucis primordiaux des planificateurs, des gouvernements et de nombreuses organisations internationales qui s'occupent de développement social et politique, et des problèmes de la croissance économique.

Pour trouver un point de départ dans l'étude d'une politique du pétrole au Canada, il faut considérer la conjoncture mondiale et voir clairement où notre pays se situe. L'aspect le plus significatif et peut-être le plus regrettable de la situation mondiale à cet égard aujourd'hui, c'est que le cours des événements et toute l'évolution des décisions en matière d'énergie s'inspirent d'expédients politiques. Je dois dire, à mon grand regret, que le Canada se trouve maintenant dans exactement le même pétrin.

A long terme, et peut-être même à court terme, cela ne peut que nuire au peuple canadien, car, en fin de compte, ce sont toujours les individus qui paient. Je doute que bien des Canadiens veuillent payer la note aujourd'hui, ou même qu'ils puissent se permettre de payer plus de taxes à cause des erreurs du gouvernement actuel. Afin de mettre en lumière les traits les plus saillants de la crise au niveau international, monsieur l'Orateur, j'aimerais me reporter au message très clair et extrêmement important que des

experts réputés ont donné lors de la conférence sur l'énergie mondiale, qui s'est déroulée à Londres cet automne.

● (1530)

Les points les plus importants soulevés à cette conférence ont été les suivants: D'abord, il ne reste au monde que huit ans pour se préparer à une baisse de la production de pétrole. L'industrie ne réussit pas à trouver assez de pétrole pour satisfaire la demande qui ne cesse d'augmenter. En deuxième lieu, il semble certain que depuis six ou sept ans, il y a eu une baisse dans le taux brut des découvertes et que depuis dix ans environ, on a découvert de moins en moins de gisements pétrolifères aux dimensions géantes, bien que, selon les normes mondiales, il reste encore plusieurs gisements importants à découvrir. Troisièmement, il est difficile de prévoir une augmentation du taux des découvertes au cours des dix ou quinze prochaines années. Quatrièmement, la conférence a conclu qu'à la fin des années 70 ou au début des années 80, quand elle sera d'environ le double de ce qu'elle est aujourd'hui, la production mondiale de pétrole commencera inévitablement à diminuer lentement.

Les sujets de préoccupation exposés à la conférence étaient qu'avec l'augmentation inévitable de la demande, l'approvisionnement en pétrole classique pourrait commencer à diminuer avant que l'on ait trouvé d'autres sources d'énergie. Environ huit années ne représentent pas une très longue période pour organiser et assurer l'approvisionnement de diverses autres sources d'énergie. Si pour certaines ressources mondiales il n'est sans doute pas facile d'obtenir des substituts, ce n'est en général pas le cas pour l'énergie. En appliquant notre technologie actuelle aux pétroles, nous pourrions efficacement répondre aux besoins à venir en passant petit à petit à l'énergie nucléaire et aux autres sources d'approvisionnement pendant le prochain siècle, puisque ces sources seront aussi prolifiques que celles qu'ont données les hydrocarbures au cours des dernières décennies. L'ère de l'énergie à bon marché que nous avons connue ces 20 dernières années est passée. Nous allons devoir nous habituer à une énergie moins abondante et plus coûteuse et apprendre de nouvelles façons d'utiliser plus efficacement ces ressources fondamentales.

La conférence de Londres a conclu, de plus, que la collaboration entre le producteur et le consommateur était d'une importance primordiale, puisque leurs intérêts communs sont bien plus grands que leurs différends. Autrement dit, ils doivent collaborer pour s'efforcer de résoudre leurs problèmes. La prospérité actuelle et future des deux dépend également d'une exploitation efficace de l'énergie. Ils ne doivent pas résoudre leurs différends par des confrontations, mais par des négociations. De plus, le pétrole brut et le gaz naturel suffiront à une partie essentielle et critique des besoins en énergie du monde jusqu'à la fin du siècle. D'énormes sommes en immobilisations seront nécessaires pour répondre à cette exigence de production. On estime que les dépenses en pétrole seront de l'ordre de 480 milliards de dollars au cours des dix prochaines années, une moyenne de 132 millions par jour.

La conférence a conclu qu'il fallait une politique industrielle et gouvernementale dans quatre domaines principaux. Premièrement, elle a proposé d'éviter la lutte concurrentielle pour le pétrole entre les pays consommateurs; ce que l'on réaliserait en signant et en appliquant des accords pour la répartition des approvisionnements en cas de pénurie. En second lieu, il faut contribuer à l'expansion économique des pays producteurs. En troisième lieu,